

LOGEMENT DES IMMIGRES

BIBLIOGRAPHIE COMMENTEE

Octobre 2014



"Loger les travailleurs immigrés. Question politique, question sociale, question urbaine"
Journée d'étude organisée par le Cresat en partenariat avec Aléos, l'ORIV et l'atelier « logement ouvrier social, populaire » du Conseil Consultatif du Patrimoine Mulhousien - Vendredi 17 octobre 2014

Bibliographie produite à partir :

- d'une note rédigée à la demande de la Commission Européenne, pour alimenter le portail européen sur l'intégration (<http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>)
- de la base de données bibliographiques mutualisée du Réseau Ressources pour l'Egalité des Chances et l'Intégration (RECI – <http://biblio.reseau-reci.org>).

Ouvrages disponibles au centre de documentation de l'ORIV :

<http://www.oriv-alsace.org/centre-de-documentation/presentation/>



DES SITUATIONS SPECIFIQUES POUR LES IMMIGRES...

« Les 5,3 millions d'immigrés et les 6,7 millions de descendants directs d'immigrés vivant en France sont le reflet d'une longue histoire de l'immigration et en particulier de la succession des vagues migratoires. Les caractéristiques sociodémographiques des immigrés et de leurs descendants sont très variées et dépendent notamment de l'origine géographique (ressortissants de l'Union Européenne à 28 / ressortissants de pays non membres de l'Union Européenne à 28), des motifs (professionnels, familiaux) et des circonstances de la migration. Sur la plupart des critères (logement, type d'emploi, niveau de vie), les descendants d'immigrés ont une position intermédiaire. Ils connaissent des situations plus favorables que les immigrés, mais plus difficiles que les personnes ni immigrées, ni descendantes d'immigrés. Ils rencontrent cependant des difficultés importantes pour accéder à l'emploi. »

Source : INSEE, Immigrés et descendants d'immigrés en France, Insee Références, Édition 2012

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=IMMFRA12>

Les travaux menés depuis des années soulignent que l'accès au logement pour les populations immigrées (et plus particulièrement celles arrivées les plus récemment ou encore non européennes) résulte à la fois de conditions objectives dues à leur appartenance socioprofessionnelle (population majoritairement ouvrière), qui ne leur sont pas spécifiques, et de conditions subjectives liées aux représentations et discriminations qui peuvent en résulter.

L'approche du sujet est difficile, car on dispose de peu de données statistiques. Elle porte, le plus souvent, seulement sur le logement des étrangers. Les travaux menés récemment dans le cadre de l'enquête TeO (Trajectoires et Origines : <http://teo.site.ined.fr/>) réalisée conjointement par l'INED et l'INSEE, permettent de combler ces lacunes statistiques. Ils visent à identifier l'impact des origines sur les conditions de vie et les trajectoires sociales, tout en prenant en considération les autres caractéristiques sociodémographiques.

REFERENCES COMPLEMENTAIRES

LE QUENTREC-CREVEN Gérane, **Les conditions de logement des nouvelles migrantes**, in *Infos Migrations*, n° 54, mars 2013

http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/39332/300933/file/IM_54_Les%20conditions%20de%20logement%20des%20nouvelles%20migrantes.pdf

JOURDAN Virginie, LE QUENTREC-CREVEN Gérane, **Mesurer le confort des logements des nouveaux migrants**, in *Infos Migrations*, n° 53, mars 2013
http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/39330/300907/file/IM_53_Mesurer%20le%20confort%20des%20logements%20des%20nouveaux%20migrants.pdf

JOURDAN Virginie, **Le logement des nouveaux migrants en 2010**, in *Infos migrations*, n°36, mars 2012
www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/38825/295939/file/IM_36_logt_nvx_migrants.pdf

BREEM Yves, **Les conditions de logement des immigrés en 2006**, in *Infos migrations*, n°7, janvier 2009
http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/38861/296383/file/IM_7_ENL2.pdf

Collectif, **Migrants et logement en France**, in *Accueillir...* n°245, mars 2008
http://www.revues-plurielles.org/php/index.php?nav=revue&no=47&sr=2&no_dossier=245&aff=articles

Haut Conseil à l'intégration (HCI), **Le logement des personnes immigrées**, Paris, La Documentation française, 2008, pp. 17-94, (Collection des rapports officiels)
www.ladocumentationfrancaise.fr/docfra/rapport_telechargement/var/storage/rapports-publics/084000269/0000.pdf

Collectif, **Logés à la même enseigne ?** in *Hommes et Migrations*, n°1264, novembre-décembre 2006
<http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/5486/1264.pdf>

TCHIBINDAT Sylvestre, **Le logement des Algériens en France : Historique et inventaire des problématiques actuelles**, Paris, L'Harmattan, 2005, 131 p., bibliogr. 3 p.

BAROU Jacques, **L'habitat des immigrés et de leurs familles**, Paris, La Documentation française, 2002, 93 p. (coll. Le Point sur...)

Collectif, **Les immigrés et leur logement**, in *Habitat et Société* n° 25, mars 2002, pp. 10-15

BEHAR Daniel, **L'intégration à la française, entre rigueur et pragmatisme : le cas des politiques de l'habitat**, in *Hommes et Migrations*, n° 1229, janvier-février 2001, pp. 77-85
http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/1229/1229_09.pdf

Union nationale des fédérations d'organismes HLM (UNFOHLM), **Le logement des immigrés et des étrangers**, in *Actualités HLM*, n° 693, 30 novembre 2000, pp. 3-5.

MEHIRI Soraya, TOUBON Jean-Claude, BERRIEN V., **Immigration : l'enjeu logement**, in *Habitat et Société*, n° 3, septembre 1996, 29 p.

SIMON Patrick, **Le logement des immigrés**, in *Populations & Sociétés*, n° 303, juillet 1995
http://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/19072/pop_et_soc_francais_303.fr.pdf

BAROU Jacques, **Le logement des immigrés**, Paris, ADRI, 1995, 12 p. (Le Point Sur)

TAFFIN Claude, **Le logement des étrangers en France**, in *Economie et Statistique*, avril 1991, n° 242, pp. 63-67
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_1991_num_242_1_5564

JACQUIER Claude, **Les communautés issues de l'immigration et leur insertion par le logement**, in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 49, décembre 1990, pp. 59-67

BAROU Jacques, **L'insertion des immigrés passe par leurs conditions de logement**, in *Hommes et Migrations*, n° 1118, janvier 1989, pp. 29-37

Observatoire régional alsacien du logement, **Le logement des étrangers en Alsace**, Strasbourg, DRE, 1989, 81 p. + annexes

BLANC Maurice, **Le logement de immigrés et la dévalorisation de l'espace**, in *Espaces et Sociétés* n° 46, janvier-juin 1986, pp. 71-82

Collectif, **Le logement des immigrés**, in *Hommes et Migrations*, n° 1078, 15 février 1985, pp. 29-49



LES DEFIS EN MATIERE DE LOGEMENT

Plusieurs études mettent en avant les spécificités du logement des immigrés et de leurs descendants et les défis qui en découlent en termes de politiques publiques.

Des inégalités marquées en terme d'accès au logement des immigrés : moins de propriétaires et plus de locataires du parc social

Les travaux menés dans le cadre de l'étude TeO « Inégalités des transitions de logement, discrimination et ségrégation perçues » ont dans le domaine du logement fait apparaître que l'accès au logement est inégal selon que le résident soit immigré ou non, en termes de situation de l'habitat, de statut d'occupation du logement. L'étude pointe d'importantes disparités en termes de statut d'occupation du logement, entre populations d'origine immigrée et population majoritaire, mais aussi entre différentes populations immigrées. Les immigrés et leurs descendants sont moins fréquemment propriétaires et occupent plus souvent un logement HLM que la population majoritaire. C'est particulièrement le cas pour les originaires d'Afrique subsaharienne, du Maghreb ou de Turquie. La part des immigrés originaires d'Europe du Sud ayant accédé à la propriété est ainsi proche de celle de la population majoritaire (57 %), et celle des immigrés d'Asie du Sud-Est la dépasse même. Les chercheurs l'expliquent par une installation plus ancienne des immigrés latins sur le territoire métropolitain, et par un rapport à la propriété plus fort pour les personnes originaires d'Asie du Sud-Est. En revanche, les immigrés de Turquie (à 38 %), du Maghreb (à 27 %) et d'Afrique subsaharienne (à 13 %) sont bien moins nombreux à accéder à la propriété.

Source : PAN KE SHON Jean-Louis, ROBELLO Solenne, Inégalités des transitions de logement, discrimination et ségrégation perçues in *Trajectoires et origines Enquête sur la diversité des populations en France Premiers résultats*, Documents de travail n°168, octobre 2010

http://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/19558/dt168_teo.fr.pdf

Si les immigrés sont majoritairement concentrés dans les quartiers précarisés...

La localisation des immigrés n'est pas le fruit du hasard, comme le souligne l'étude « Discrimination au logement et ségrégation ethno-raciale en France ». Sur le territoire français, la population « majoritaire » se répartit quasi également dans les quartiers aisés, moyens, voire modestes. Elle délaisse nettement les quartiers précarisés. A l'inverse, les immigrés se concentrent principalement en quartiers précarisés et modestes. Leurs proportions se réduisent ensuite à mesure de l'aisance des quartiers. Les statistiques suggèrent des concentrations importantes des immigrés dans les quartiers les plus précarisés. A partir d'une classification hiérarchique, l'étude montre que le type de quartier « ségrégué » représente moins de 10 % de la population avec une proportion dominante de la population majoritaire (47 %). Les Africains subsahariens, les Maghrébins, les Turcs ainsi que leurs descendants représentent 32,6 % de cette population. Un degré ségrégatif est franchi en s'attachant aux seules zones urbaines sensibles, et un autre encore pour les zones franches urbaines.

Source : PAN KE SHON Jean-Louis, SCODELLARO Claire, Discrimination au logement et ségrégation ethno-raciale en France – Enquête TeO, in *Documents de travail*, n°171, 2011

http://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/19561/document_travail171.fr.pdf

... leurs descendants bénéficient d'un mouvement d'intégration résidentielle

Quant aux descendants d'immigrés, ils sont moins fréquemment concentrés en quartiers précarisés et modestes et logent plus fréquemment que leurs ascendants dans les quartiers de moyens à aisés.

On constate un « mouvement » d'intégration résidentielle au fil des générations, même s'il est visible que l'accès aux quartiers aisés et moyens est plus difficile aux immigrés et à leurs descendants.

De même, des études sur de longues périodes permettent de penser que l'intensité de la ségrégation française a baissé depuis la fin des années 60 même si des évolutions contradictoires sont repérées dans les agglomérations urbaines. Par ailleurs, ces études permettent de conclure à une absence de ghettos, de quartiers mono-ethniques et d'auto-ségrégation même si on assiste à une incorporation massive des immigrés, y compris non-européens.

Source : PAN KE SHON Jean-Louis, Quarante ans de ségrégations et d'incorporation des immigrés en France, 1968- 2007, PUCA, ACSé, janvier 2013

http://jlpks.free.fr/x_site2/d_articles_finalises/Rapport_PUCA_ACSE_2013.pdf

Un idéal sans cesse recherché dans les politiques de logements : la mixité sociale

Ces processus de ségrégation ont pour effet une récurrence de la recherche de mixité sociale par le logement. La mixité sociale, euphémisme pour ne pas parler de mixité ethnique (les regroupements communautaires étant perçus comme une mise en cause du fonctionnement de la société française risquant la fracture), relèverait d'un idéal selon lequel la diversité de groupes d'individus différents dans un même périmètre de résidence ferait lien. Très présente dans les politiques publiques relevant de la cohésion sociale ou de la rénovation urbaine, elle est essentiellement mobilisée quand un secteur, un quartier décroche socialement (chômage, concentration de populations pauvres ou précarisées...). Le principe des politiques visant la mixité est de réduire ces concentrations et de « disperser » les populations. Pour autant il apparaît au regard des travaux menés sur la base des actions de rénovation urbaine que d'une part la mixité n'entraîne pas de fait du lien social, d'autre part que la mixité des formes d'habitat n'introduit pas mécaniquement de la mixité sociale. Un certain nombre de chercheurs prônent de plus en plus un « développement endogène » en favorisant le lien social à partir des compétences des personnes résidant sur le territoire en question.

Sources : KIRSZBAUM Thomas, Rénovation urbaine, une mixité très peu sociale, in *Projet*, n° 307, novembre 2008

<http://www.revue-projet.com/articles/2008-6-renovation-urbaine-une-mixite-tres-peu-sociale/>

GILBERT Pierre, 'Ghetto', 'relégation', 'effets de quartier'. Critique d'une représentation des cités – *Métropolitiques.eu*, 09 février 2011

<http://www.metropolitiques.eu/Ghetto-relegation-effets-de.html>

Les discriminations dans l'accès au logement

Par ailleurs, les processus de ségrégation alimentent et participent au ressenti et/ou au processus de discriminations. Dans le cadre de l'étude TeO les répondants ont été invités à signaler s'ils s'estiment avoir été victimes d'éventuels refus de logement non motivés par une raison valable. Ainsi, « 13 % des immigrés et 9 % de leurs descendants ont le sentiment d'avoir connu une discrimination au logement », soit un ressenti « 2,5 fois plus fréquent pour les immigrés et 1,5 plus pour leurs descendants comme pour les natifs d'un DOM que pour la population majoritaire. » Parmi eux, notent les chercheurs, « 70 % des immigrés et 53 % de leurs descendants invoquent la couleur de peau ou l'origine comme un des motifs de leur discrimination. » À noter également que les immigrés du Maghreb et d'Afrique subsaharienne ont 3,5 à 4,5 fois plus fréquemment le sentiment d'avoir subi une discrimination au logement.

Les discriminations au logement (perçues) en raison de l'origine, captées par l'enquête TeO, dépassent les niveaux relevés par la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde devenue depuis le Défenseur des Droits) et s'avèrent encore minimisées par les déclarants eux-mêmes. De fait, une large part des discriminations pour autres motifs que l'origine sont néanmoins redevables à celle-ci. De plus, les discriminations perçues sont par nature davantage directes qu'indirectes.

Source : PAN KE SHON Jean-Louis, ROBELLO Solenne, Inégalités des transitions de logement, discrimination et ségrégation perçues in *Trajectoires et origines Enquête sur la diversité des populations en France Premiers résultats*, Documents de travail n°168, octobre 2010

REFERENCES COMPLEMENTAIRES

BONNAL Liliane, BOUMAHDHI Rachid, FAVARD Pascal, **Inégalités d'accès au logement social : peut-on parler de discrimination ?** in *Economie et statistiques*, n° 464-465-466, 2013, pp. 15-33

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ES464C.pdf

Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (CES ANRU); LAINE-DANIEL Fanny, NOYÉ Christophe, Francis, **Politiques de peuplement et logement social : Premiers effets de la rénovation**, Paris, La Documentation française, 2013, 213 p. bibliogr. 4 p.

SALA PALA Valérie, **Discriminations ethniques. Les politiques du logement social en France et au Royaume-Uni**, Rennes : Presses universitaires de Rennes (PUR), 2013, 302 p. (Res Publica)

Commission européenne (CE), BERNARD Nicolas, RINGELHEIM Julie, **La discrimination dans le logement**, Luxembourg, Office des publications officielles de l'Union européenne, 2012, 80 p.

http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/la_discrimination_dans_le_logement_final_fr.pdf

Le Défenseur des Droits, IFOP, **Enquête sur les discriminations dans l'accès au logement locatif**, Paris, IFOP, novembre 2012, 17 p.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/upload/enquete_sur_les_discriminations_dans_lacces_au_logement_locatif.pdf

Profession banlieue, BADIA Benjamin, BARONNET Juliette, GOUBIN Agnès, VANONI Didier, **Politique de peuplement, lutte contre la ségrégation et mixité sociale : les logiques, les enjeux et les risques pour la Seine-Saint-Denis. Synthèse des Ateliers Logement de 2011**, Saint-Denis, Profession Banlieue, 2012, 68 p. bibliogr. 2 p.

Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE), **Accès au logement social : garantir l'égalité. Analyse et recueil des bonnes pratiques**, Halde, 2011, 160 p.
<http://www.halde.fr/IMG/pdf/rapport-logement-social.pdf>

Collectif, **Une place pour tous dans la cité**, in *Habitat et Société*, n° 59, septembre 2010, 96 p.

KIRSZBAUM Thomas, **Mixité sociale dans l'habitat : revue de la littérature dans une perspective comparative**, Paris, La Documentation française, 2008, 141 p.

KIRSZBAUM Thomas, **Rénovation urbaine, une mixité très peu sociale** – in *Revue Projet*, n° 307, 2008 p. 30-37
http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=PRO_307_0030

LELÉVRIER Christine, Coordinateur, **Les mixités sociales**, 2006, 120 p., bibliogr. 2 p.
in *Problèmes politiques et sociaux*, n° 929, octobre 2006

Collectif, **Mixité sociale**, in *Informations Sociales*, n° 125, juillet 2005, 132 p.
<http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-5.htm>

Collectif, **Mixité sociale, un concept opératoire**, in *Les cahiers de Profession Banlieue*, mars 2005, 107 p.
www.professionbanlieue.org/f2123_Telechargez_em_Mixite_sociale_un_concept_operatoire_em_108_p_.pdf

Collectif, **Mixité**, in *Urbanisme*, n° 340, janvier-février 2005, pp. 37-72

CAVALLIER Georges, **Rapport du groupe de travail « Discriminations dans l'accès au logement »**, Paris, Conseil National de l'Habitat, 2005, 44 p.
http://www.vie-publique.fr/documents-vp/rapport_discriminations_cnh.pdf

TISSOT Sylvie, **Une discrimination informelle ? Usages du concept de mixité sociale dans la gestion des attributions de logements HLM**, Actes de la recherche en sciences sociales, n°159, septembre 2005/4, 128 p.

BOUMAZA Nadir, **Relations interethniques dans l'habitat et la ville. Agir contre la discrimination, promouvoir les cultures résidentielles**, Paris, L'Harmattan, 2003, 466 p.

Collectif, **L'habitat social au cœur d'une nouvelle crise du logement**, in *Habitat et Société*, n° 30, juin 2003, pp. 27-43

Conseil national des villes (CNV), **Les enjeux du renouvellement urbain, de la mixité et du logement**, Paris, CNV, 2003

SIMON Patrick, **Le logement social en France et la gestion des "populations à risques"**, in *Hommes et Migrations*, n° 1246, novembre-décembre 2003
http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/1246/1246_09.pdf

Collectif, **Mixité, mobilité, pour quelle cité ?**, in *Fondations*, n° 13, octobre 2001

Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations (GELD), **Les discriminations raciales et ethniques dans l'accès au logement social**, Note de synthèse n° 3 du GELD, mai 2001
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/014000437/0000.pdf>

BEHAR Daniel, **Plaidoyer pour une mixité revisitée. Entre incantation, dénonciation et renoncement**, in *Fondations*, n° 13, octobre 2001, 9 p.

MAGUER Annie, BAROU Jacques, **Les difficultés d'accès ou de maintien dans un logement des jeunes immigrés ou issus de l'immigration, identification des discriminations**, Lyon, ISM-Corum, 2001, 151 p.

MAURY Yan, **Les HLM : L'État providence vu d'en bas**, Paris, L'Harmattan, 2001, 282 p., bibliogr. 4 p. (Logiques politiques)

HORENFELD Gilles, **Les étrangers en HLM**, in *Habitat et Société*, n° 17, mars 2000, pp. 23-25

TOUBON Jean-Claude, **Evolution des rapports sociaux. "Modes d'habiter" en HLM**, in *Habitat et Société*, n° 17, mars 2000, pp. 26-31

BERNARDOT Marc, **La Sonacotra : 40 ans de politique de logement social**, in *Migrations Société*, vol. 11, n° 63, mai-juin 1999, pp. 25-40

BAROU Jacques, **Trajectoires résidentielles, du bidonville au logement social**, Paris, La Découverte, 1999, pp. 185-195

Collectif, **Repenser la ville, l'habitat social**, Strasbourg, Université hors les murs, 1999, 10 p.

BAROU Jacques, GETUR, **Processus de ségrégation et ethnicisation de l'espace**, in *Migrations Etudes* n°54 - janvier 1995, 5 p.

ORIV, **L'accession à la propriété par les étrangers en Alsace. Approche particulière sur la communauté turque à Barr, Bischwiller et Reichshoffen**, Strasbourg, ORIV, juin 1993, 116 p. (Les Cahiers de l'Observatoire n° 10)

http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_dix.pdf

ABALLEA François, AUCLAIR Elizabeth, **Exclusion, ségrégation spatiale et stratégies résidentielles des travailleurs immigrés**, in *Recherche Sociale*, n° 108, oct-déc 1988, pp. 3-21



LE LOGEMENT DES IMMIGRES DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

La question du logement des immigrés est impactée par d'autres politiques et son amélioration dépend également de réformes plus larges comme : résoudre la crise du logement adapté en taille et en coût aux besoins des ménages ; améliorer la transparence, l'information et le fonctionnement du parc social ; favoriser une meilleure participation des habitants / locataires aux processus de décision... Elle s'inscrit également dans un marché du logement et des situations où le logement devient de plus en plus un « bien » difficilement accessible. Des rapports annuels comme ceux de la Fondation Abbé Pierre font état d'une situation dégradée.

Source : L'État du mal-logement en France – 19^{ème} Rapport annuel - 2014

http://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/content-files/files/rapport_2014_sur_letat_du_mal-logement_en_france.pdf

Dans le même temps la loi ALUR (Accès au logement et à un urbanisme renouvelé) publiée au Journal officiel du mercredi 26 mars 2014, tente de répondre à un certain nombre d'enjeux comme la question des attributions de logements, mais aussi en termes de trajectoires et de mobilité résidentielle.

<http://www.territoires.gouv.fr/projet-de-loi-pour-l-acces-au-logement-et-un-urbanisme-renove>

Aujourd'hui les enjeux mis en avant par rapport au logement des immigrés portent sur la fin des travaux de transformation des foyers de travailleurs migrants en résidences sociales, ainsi que sur le logement des immigrés âgés que ce soit dans ces foyers ou encore dans l'habitat diffus.

Sources : BACHELAY Alexis, JACQUAT Denis, Rapport d'information de la mission sur les immigrés âgés, Paris, Assemblée Nationale, 2013, 613 p.

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1214.asp>

Site « Vie publique », Société : Refondation de la politique d'intégration, 25 novembre 2013 :

<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/societe-vers-refondation-politique-integration-20131125.html>

REFERENCES COMPLEMENTAIRES

HOUARD Noémie, SAINTEMARIE Hélène, **Concertation sur les attributions de logements sociaux, Rapport des groupes de travail**, Paris, Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement, 22 mai 2013, 224 p.

http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Concertation_sur_les_attribs_de_logements_sociaux-2.pdf

Cabinet Ernst & Young, **Concertation sur les politiques d'attribution des logements sociaux. Etat des lieux et éléments de réflexion**, janvier 2013, 69 p.

http://www.fnars.org/images/stories/champs_d_action/Logement/Etat_des_lieux.pdf

GARCIN Sophie, **La mobilité résidentielle des nouveaux migrants**, in *Infos migrations*, n° 21, fév. 2011

http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/38845/296183/file/IM_21_022011.pdf

ORIV, Bibliographie commentée « Logement des immigrés », octobre 2014

MESLIN Karine, **Des logements à part pour migrants âgés ? Réflexion sur la mise à l'écart résidentielle des migrants âgés isolés**, in *Espace populations sociétés*, 2010
<http://eps.revues.org/pdf/3974>

Union professionnelle du logement accompagné (UNAF0), **Précarité sociale et vieillissement Accompagner les personnes vulnérables et isolées. Guide de bonnes pratiques**, Paris, UNAF0, 2010, 44 p.
<http://www.unafo.org/tzr/scripts/downloader2.php?filename=T005/fichier/2a/4e/FR.4ss80dnabckh&mime=application/pdf&originalname=Precarite sociale et vieillissement Guide de bonnes pratiques BAT 2010.pdf>

Collectif, **Du foyer de travailleur migrant à la résidence sociale : quelles mutations ?** in *Ecart d'Identité*, n° 94, hiver 2000/2001, 80 p.

Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées (CILPI), **Rapport annuel de la Commission Interministérielle pour le Logement des Populations Immigrées**, Paris, Cilpi, 2000, 96 p.

MAFFESSOLI Murielle, **Les trajectoires résidentielles et l'accèsion à la propriété des immigrés en Alsace**, in *Hommes et migrations*, n°1209, septembre-octobre 1997

Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV), **Logement des immigrés et itinéraires résidentiels en Alsace**, Strasbourg, ORIV, juin 1997, 42 p. (Les Cahiers de l'Observatoire, n° 23)
http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_vingt_trois.pdf

BOURGEOIS Catherine, **L'attribution des logements sociaux. Politique publique et jeux des acteurs locaux**, Paris, l'Harmattan, 1996, 287 p., bibliogr 8 p.

MAFFESSOLI Murielle, ORIV, **La mobilité résidentielle des étrangers en Alsace. Rapport final**, juin 1996, 99 p. (Les cahiers de l'Observatoire, n° 19)
http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_dix_neuf.pdf

SIMON Patrick, **Le logement, les trajectoires résidentielles**, in *Mouvements*, n° 10, mai 1996, pp. 5-12

BERNARDOT M., **Enquête : le mode de vie des résidents en foyers pour isolés à la Sonacotra**, Paris, Sonacotra, janvier 1995, 323 p. + annexes
http://www.ladocumentationfrancaise.fr/docfra/rapport_telechargement/var/storage/rapports-publics/974057200/0000.pdf

BERRAT, B., **Les trajectoires résidentielles et l'intégration d'immigrés sortant des foyers**, in *Migrations Etudes*, n°52 - octobre 1994, 8 p.

FERRON L., **Immigrés : réintégrer les foyers dans la ville**, in *Urbanisme* n° 274-275, mai-juin 1994 pp. 77-81

LE CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'ORIV

■ 2500 références (ouvrages, périodiques, rapports...) relatives aux **champs d'intervention de l'ORIV** : intégration des populations immigrées, prévention des discriminations, politique de la ville, immigration, habitat, école, santé, participation des habitants...

■ Le fonds documentaire est consultable par le biais de la **base documentaire du Réseau RECI** : <http://biblio.reseau-reci.org/>

■ **Ouvert gratuitement à tous** : étudiants, acteurs de terrain, institutions, associations, chercheurs, etc.

■ Les documents sont **empruntables**. Les consultations se font **uniquement sur rendez-vous**.

■ Vous pouvez également effectuer vos **demandes d'information par mail ou par téléphone**.

Contact : **Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville** - Diane HÄSSIG, Chargée de l'Information et de la Documentation

tél. : 03.88.14.35.89 - mail : documentation@oriv.fr - www.oriv-alsace.org – 1 rue de la Course, 67000 Strasbourg

